

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°17 - 27 mars 2010

Non ! Sarkozy n'a pas été élu pour faire des « réformes » !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : lundi 29 mars 2010

Démocratie & Socialisme

Nicolas Sarkozy vient de se prendre une raclée historique aux élections régionales. L'UMP et ses alliés sont distancés de près de 20 points au 2e tour par les listes de gauche. L'abstention derrière laquelle se réfugie l'UMP est en grande partie de droite : comment expliquer autrement la défaite de la droite dans les Hauts-de-Seine (Neuilley), le fief de Sarkozy ?

Les 800 000 manifestants du 23 mars envoyaient le même message de rejet à Nicolas Sarkozy. Mais ce dernier répète obstinément : « *J'ai été élu pour faire des réformes, je les ferai* » !

Il oublie que ce n'est pas ses promesses de « *réformes* » qui l'ont fait élire mais son affirmation qu'il était possible de « *travailler plus pour gagner plus* » et l'incapacité de la candidate de la gauche à répondre à une affirmation aussi fantasque. La réalité aujourd'hui se situe exactement aux antipodes des promesses de Nicolas Sarkozy. Le chômage (intégral ou partiel) se généralise. Les salaires stagnent et les heures supplémentaires non payées se multiplient. La promesse de Sarkozy s'est transformée en « *travailler moins pour gagner moins* ».

L'autre mesure qui occupait le devant de la scène pour le candidat Sarkozy, c'était la sécurité. Mais, là encore, le bilan est vite tiré.

Les « *réformes* », le candidat Sarkozy en parlait fort peu et lorsqu'il le faisait, il restait des plus évasifs. Il se donnait bien garde de préciser que ces « *réformes* » se traduiraient par la baisse du montant des retraites, par des franchises pour l'assurance-maladie, par le recul des salaires, par la privatisation d'EDF, de la Poste et par celles, plus larvées mais au moins aussi redoutables, de l'Hôpital public, de l'Ecole et de l'Université, par un cadeau fiscal (annuel) de 15 milliards d'euros aux Français les plus fortunés... Il répétait sans cesse qu'il était « *la droite décomplexée* » mais, loin d'être décomplexée, cette droite n'osait pas avancer autrement que masquée.

Devant l'échec de sa politique et la défaite historique qu'il vient de subir, Nicolas Sarkozy, s'il était un démocrate, devrait appeler à des élections législatives anticipées. Il choisit, au contraire, de s'obstiner, de s'attaquer une nouvelle fois à nos retraites et de préparer un plan de rigueur qui épargnera les profits et les dividendes mais fera payer les frais de la crise à l'immense majorité de la population.

La mobilisation de la société face à un président aussi redoutablement autiste est maintenant un acte de légitime défense.